

## AUX ORIGINES DE L'INDUSTRIALISATION EN ALLEMAGNE

par Sheilagh OGILVIE\*

Pourquoi l'Allemagne s'est-elle industrialisée si tardivement ? Alors que le processus d'industrialisation a démarré en Grande-Bretagne dans les années 1760 et en Belgique, en Suisse et en France quelques décennies plus tard, comment se fait-il que le « décollage » industriel de l'Allemagne ne se soit pas produit avant les années 1840 ? Deux régions très avancées, la Rhénanie et la Saxe, ont connu, à partir des années 1780, une phase de « pré-industrialisation » – c'est ainsi qu'on l'a baptisée – qui a vu l'introduction de machines et du travail en ateliers, mais l'industrialisation proprement dite – le stade « usinier » – n'y a pas débuté avant la décennie 1810. Suivirent la Westphalie vers 1850, le Pays de Bade et le Wurtemberg après 1870, la Bavière et le territoire prussien à l'est de l'Elbe pas avant la fin du siècle. Vers 1800 par conséquent, l'Allemagne, en comparaison avec le reste de l'Europe occidentale, souffrait d'un retard de son développement industriel en même temps que d'extrêmes disparités entre ses différentes composantes (1).

Il n'en avait pas toujours été ainsi par le passé. Au début du *xvi*<sup>e</sup> siècle, la région autour de Nuremberg et d'Ulm figurait parmi les centres industriels les plus importants d'Europe (avec la Lombardie et la Flandre). Un siècle plus tard, ces industries avaient étendu leur réseau industriel et commercial à l'ensemble de l'Europe centrale germanophone. Vers 1500, on estime que la moitié du fer européen était produite dans l'enceinte du Saint-Empire et cette production doubla au cours du *xvi*<sup>e</sup> siècle, entraînant sa dissémination en Rhénanie, en Hesse, dans le Harz, en Saxe et en Thuringe. Dans le domaine du textile – de loin le secteur-clé de la production préindustrielle – les progrès furent

---

\* Professeur d'histoire économique à l'université de Cambridge et membre de l'Académie britannique.

1 À propos du déroulement de l'industrialisation en Allemagne, cf. TILLY (1980), p. 233-234 ; TIPTON (1976) ; LEE (1988), p. 347-350 ; MILWARD et SAUL (1973), p. 365 et suiv.

moindres, mais le marché allemand jouait néanmoins un rôle important en Europe. Les draps de laine importés d'Angleterre ou des Pays-Bas étaient généralement de meilleure qualité et à meilleur marché que la production autochtone mais l'extension du cheptel ovin et l'arrivée de réfugiés protestants des Pays-Bas [espagnols], au cours du *xvi<sup>e</sup>* siècle, servirent de base à l'introduction de la laine peignée (ou *Zeuge*) et au développement de lainages de qualité. La diffusion de la culture du lin sur de larges territoires au nord de l'Allemagne donna naissance à une industrie linière florissante, au nord des centres industriels traditionnels, notamment en Rhénanie, Westphalie, en Saxe et en Silésie. Dès le *xv<sup>e</sup>* siècle, les grandes cités marchandes de l'Allemagne méridionale importaient du coton en grande quantité et se firent une spécialité du tissage des futaines (un tissu mélangé lin-coton) qui connurent un développement extraordinaire au cours du *xvi<sup>e</sup>* siècle (2).

Du point de vue du commerce, la situation de l'Allemagne était avantageuse dès avant 1600. Pendant la plus grande partie du *xvi<sup>e</sup>* siècle, le centre de gravité économique de l'Europe se trouvait encore autour de la Méditerranée et c'était ces mêmes grandes villes libres impériales d'Allemagne du Sud qui canalisèrent les flux commerciaux entre cet espace et l'Europe du Nord. Peu à peu, néanmoins, ce centre de gravité bascula vers la façade atlantique du Continent où l'Allemagne disposait également d'accès privilégiés (3). À cette époque, l'industrie rhénane et westphalienne approvisionnait déjà le marché néerlandais où elle concurrençait les produits locaux et ceux venus d'Angleterre en raison de ses coûts de main-d'œuvre inférieurs. Celles de la Saxe et de la Silésie fournissaient des toiles de lin et des métaux ouvrés au commerce transatlantique pendant que les surplus en céréales de la plaine au nord de l'Elbe venaient satisfaire l'appétit croissant des consommateurs anglais et ceux des Provinces-Unies. Les ports de la Hanse (et en particulier Hambourg) ainsi que les foires de Leipzig et de Francfort-sur-l'Oder canalisèrent l'acheminement, vers la façade atlantique, des matières premières venues d'Europe orientale. Par le biais de son interconnexion avec les économies méditerranéenne et atlantique, l'Allemagne a alors joué un rôle central dans l'expansion de l'économie européenne au *xvi<sup>e</sup>* siècle.

Comment, en l'espace de deux siècles, l'Allemagne s'est-elle retrouvée rétrogradée de la situation d'une économie avancée et dynamique à celle d'un

2 Cf. REININGHAUS (1990), p. 18-29; KRIEDTE (1983), p. 32-39. Les volumes 3 et 4 de W. FISCHER *et al.* (éd.), *Handbuch der europäischen Wirtschafts- und Sozialgeschichte* (4 vols., Stuttgart, 1993) mentionnent les enquêtes sur le sujet ainsi que les références bibliographiques qu'on trouve aussi dans Henning (1991).

3 Sur le rôle des villes libres de l'Empire dans les échanges entre la Méditerranée et l'Europe du Nord, cf. KELLENBENZ (1961), p. 135-136. À propos du basculement du centre de gravité de l'économie européenne de la Méditerranée vers l'Atlantique, cf. de VRIES (1976), p. 113 et suiv.; KRIEDTE (1983), p. 32-33, 70 et suiv.



Carte : Les centres industriels dans les limites du Saint-Empire vers 1800.

*Hinterland* en proie à la stagnation et au conservatisme ? C'est la question qui sous-tend toute discussion du processus, en Allemagne, d'une industrialisation, d'abord décalée et régionalement inégale, puis, dans sa phase finale, quasiment explosive du fait de sa soudaineté – un dénouement qui bouscula les cadres politiques et sociaux du pays dans les décennies d'avant 1914. Traditionnellement, trois types de réponses ont été avancés qui mettent en avant des variables *exogènes* : l'impact de la Guerre de Trente ans, le caractère écrasant de la concurrence industrielle étrangère (c'est-à-dire anglaise) et la faible dotation du pays en ressources naturelles. Néanmoins, comme nous le verrons, ces facteurs n'ont joué en fait qu'un rôle mineur dans l'arriération passagère de l'économie allemande. Les sources du retard allemand dans le processus d'industrialisation doivent plutôt être recherchées parmi les facteurs *endogènes* à la société et aux institutions des États allemands.

On ne peut certes pas contester que de 1618 à 1648, l'Allemagne a été la principale victime des calamités engendrées par la Guerre de Trente ans. On observe néanmoins que les régions « industrielles », durement frappées par cette guerre, ont été parmi celles qui se sont rétablies le plus rapidement <sup>(4)</sup>. De plus, dans nombre de contrées, des signes de récession étaient apparus à l'orée du siècle, au tout début de la « crise européenne du XVII<sup>e</sup> siècle » <sup>(5)</sup>. De fait, les zones de destructions engendrées par cette guerre ne correspondent pas, géographiquement, avec celles qui souffrirent par la suite de sclérose industrielle. À l'inverse, c'est parmi les régions qui furent le plus durement frappées que l'industrie devait se développer le plus vigoureusement par la suite : celle du lin et de la laine peignée dans le Wurtemberg saccagé et dépeuplé de même que dans le Palatinat qui servit de zone de passage aux armées rivales ou en Saxe et en Silésie <sup>(6)</sup>. Les historiens s'accordent en général pour penser que les conséquences les plus profondes de cette guerre et les plus durables furent indirectes. Ce qui compta le plus à long terme, ce ne fut pas tant les pertes énormes en termes de force de travail et de capital et de désorganisation des routes commerciales que le « grignotage » progressif de la sphère économique par les États, ce qui se traduisit par la prolifération de privilèges accordés à des groupes socio-économiques le mieux à même d'assurer aux princes leur soutien politique et financier au cours des vicissitudes politiques entraînées par la guerre <sup>(7)</sup>.

---

4 Cf. KAUFHOLD (1986), p. 173.

5 Cf. KAMEN (1968), p. 44-61, et CARSTEN (1956), p. 240-247.

6 WOLFF (1979), p. 18-20.

7 Pour une description du déploiement de ce phénomène dans un contexte régional, cf. OGIIVIE (1992), p. 417-441 ; sur les aspects agraires de la crise, cf. KAMEN (1968), p. 52 et suiv. ; sur les conséquences indirectes de la guerre sur la société allemande et le pouvoir des princes, cf. STIER et von HIPPEL (1996), p. 233-262, et MÜNCH (1996), p. 196-232.

Ce sont les institutions sociales et politiques qui étaient très différentes d'un territoire à l'autre qui ont engendré ces effets indirects sur le long terme. De fait, ce n'est pas la guerre en tant que telle qui eut l'incidence la plus durable sur le développement mais la façon dont les sociétés dans le cadre de l'Empire ont réagi à cette guerre et ces modalités dépendaient des caractères internes à ces sociétés.

Le retard relatif de l'industrie en Allemagne est également quelquefois expliqué par les succès de la concurrence anglaise à partir de 1760. Mais cette explication se heurte à des problèmes semblables d'anachronisme. De nombreuses industries allemandes souffraient déjà au <sup>XVI</sup><sup>e</sup> siècle d'un retard notable vis-à-vis de la production manufacturière (non encore mécanisée) anglaise, flamande ou suisse, bien avant l'apparition des premières usines intégrées <sup>(8)</sup>. En outre, la diffusion du travail en usine fut, même en Angleterre, extrêmement lente: même en 1830, seule une petite fraction de la production industrielle anglaise était mécanisée et la substitution du coton au lin dans l'industrie textile sur le Continent a pris au moins deux générations (de 1780 à 1830). Ce processus d'ajustement a pris énormément de temps et a épousé différentes formes selon les pays. En Belgique, en Suisse (ainsi qu'en Alsace), les industriels passèrent directement du lin au coton et à la filature mécanisée; en Rhénanie et en Saxe, ils furent plus hésitants. Mais les autres régions productrices de lin comme la Silésie, le Wurtemberg et la Westphalie résistèrent avec obstination à l'introduction du coton et des nouvelles machines à filer et à tisser pendant plusieurs générations. La concurrence de la production usinière eut donc un impact différencié selon les régions de la Confédération germanique et cet impact fut fonction des dispositions de ces sociétés vis-à-vis du changement et de leur capacité à relever le défi de la modernité <sup>(9)</sup>.

Le retard du processus d'industrialisation est enfin mis au compte des insuffisances dans la dotation du pays en ressources naturelles. Par le passé, la production industrielle était beaucoup plus dépendante de ces ressources sur place qu'elle ne l'est aujourd'hui et les coûts de production reflétaient directement les facilités d'accès aux matières premières et étaient donc directement influencées par la nature des sols, la richesse du sous-sol, les sources de combustibles disponibles, les obstacles physiques aux transports, l'éloignement relatif des routes commerciales et ainsi de suite <sup>(10)</sup>. En Allemagne comme ailleurs,

---

8 La première usine intégrée repérée par l'historiographie date de 1719: il s'agit de la filature de soie de Lombe à Derby.

9 À propos des résistances au coton et à la mécanisation (comparaison avec la situation en Suisse), cf. WOLFF (1979), p. 60-62, et TIPTON (1976) *passim*.

10 Pour une discussion de la dépendance de l'industrie vis-à-vis des ressources naturelles, cf. REININGHAUS (1990), p. 11 et suiv. Une des contributions les plus significatives au débat sur la «proto-industrialisation» souligne les contraintes techniques des différentes industries et l'influence que celles-ci ont exercée sur la localisation, l'organisation et le développement de ces industries, cf. MAGER (1993), p. 188 et suiv.

antérieurement à 1800, l'accessibilité des ressources naturelles a déterminé la localisation ainsi que le développement ultérieur de l'industrie dans ses diverses formes. Mais ce déterminisme avait aussi ses limites. À l'évidence, les ressources puisées dans la nature jouaient un rôle important pour les industries qui en exigeaient de grandes quantités – de matières premières ou de combustible –, mais ce rôle était naturellement moindre pour les industries « légères ». Paradoxalement l'incidence des ressources naturelles dépendait également des institutions d'origine politique, en particulier la réglementation des échanges. Dès que les coûts de transaction s'abaissaient quelque part, les ressources locales perdaient de leur importance. C'est ainsi qu'on observe que plusieurs industries sont apparues entre 1600 et 1800 dans des régions de l'Allemagne dépourvues de ressources naturelles parce que dans ces régions, les institutions existantes ont permis d'abaisser les coûts de production d'une autre manière – comme nous le verrons ci-après. À l'inverse, d'autres régions bien dotées en matières premières et en combustible, et qui jouissaient en outre d'une position avantageuse sur les voies navigables, n'ont pas réussi à s'industrialiser parce que leur organisation sociale et institutionnelle renchérisait les coûts de production et les empêchait de s'insérer dans le marché. La nature seule ne peut expliquer la localisation de l'industrie en Allemagne et ne peut être blâmée pour le retard pris par ce pays dans le processus d'industrialisation.

Ainsi, aucun de ces facteurs « exogènes » – que ce soit la guerre, la concurrence étrangère ou la parcimonie de la géographie – ne réussit à expliquer pourquoi l'industrialisation allemande a été si tardive et régionalement si inégale. Ceci ne devrait pas nous surprendre. Dans leurs choix, les agents économiques prennent en compte non seulement les contraintes « externes » de l'environnement physique, mais également celles « internes » qui résultent de l'organisation de la société. Ceci signifie que les coûts de toute activité économique – y compris, bien sûr, l'industrie – sont influencés par l'environnement social et le cadre institutionnel à l'intérieur duquel cette activité se déploie, depuis l'obtention des matières premières jusqu'à l'écoulement des produits finis. On conclut souvent, de ce point de vue, que le marché constitue l'institution sociale la plus importante. Mais, dans la plupart des sociétés, le marché opère de façon plus ou moins efficace en fonction des contraintes imposées par les autres institutions sociales. C'était évidemment le cas dans l'Allemagne pré-industrielle. Qu'il s'agisse du marché du travail, de ceux de la terre, des capitaux, des matières premières, des denrées alimentaires ou des produits manufacturés – et par voie de conséquence du coût de tous ces facteurs –, l'échange et la circulation en étaient régulés par toute une série d'institutions non-marchandes. Dans les campagnes, par exemple, qui fournissaient avant 1800 (et même après) l'essentiel de la production manufacturière, les transactions marchandes étaient strictement codifiées par les communautés villageoises et le régime féodal – parfois même par les deux ensemble. Dans les villes, lieux par excellence de l'échange commercial et de la production artisa-

nale, les activités marchandes étaient encadrées par les prérogatives des municipalités et les privilèges accordés à certaines catégories d'habitants comme les compagnies de marchands et les corporations de métier. Que ce soit à la ville ou à la campagne, les marchés étaient de surcroît soumis à la juridiction des États centralisés alors en pleine ascension. Dans l'Allemagne d'avant 1870, la fragmentation des territoires a eu comme conséquence que ces institutions ont connu des évolutions différenciées et que leur incidence a varié énormément d'une localité à une autre <sup>(11)</sup>. Les modes de régulation, qu'ils soient formels (selon la jurisprudence de l'État) ou informels (selon les us et coutumes entretenus par les autres institutions subalternes), devaient nécessairement se répercuter sur les coûts de l'activité productive et ont eu ainsi une incidence sur tout le processus d'industrialisation.

### Les sociétés rurales face à l'industrie

On observe qu'à la date de 1800, une proportion plus importante de la production manufacturière était réalisée dans les campagnes que ce n'avait été le cas deux siècles plus tôt, un phénomène qui s'explique en partie par le déclin des villes et en partie par la forte croissance de l'industrie en dehors d'elles <sup>(12)</sup>. Les activités économiques étaient régulées par l'autorité seigneuriale et les instances communautaires. Même si c'est essentiellement la production agricole qui était visée, ces institutions, en réglementant l'utilisation de la main-d'œuvre, de la terre et des capitaux, affectaient par ricochet les coûts des autres activités. Sur la plus grande partie du territoire allemand, ces instances seigneuriales et communautaires ont conservé un pouvoir dominant jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, bien plus tard qu'aux Pays-Bas ou en Angleterre <sup>(13)</sup>. En outre, la façon dont ces institutions affectaient l'économie rurale variait beaucoup d'un territoire à l'autre et cette variabilité ne peut être réduite à la simple opposition – l'idéal-type – entre le système de la *Gutsherrschaft* (caractérisée par une aristocratie puissante, une condition servile très dure, la corvée réelle

---

11 Antérieurement à 1803, le Saint-Empire comprenait quelque 384 juridictions souveraines à l'exclusion des quelque 1 500 domaines autonomes des *Reichsritter*. Pour une mise au point utile sur la structure de l'*Altes Reich*, cf. GAGLIARDO (1991).

12 Cet aspect a été souligné pour l'ensemble de l'Europe par Franklin Mendels dans son article devenu classique : « Proto-Industrialization : the First Phase of the Industrialization Process » (MENDELS, 1972), et par KRIEDTE, MEDICK et SCHLUMBOHM, dans *Industrialisierung vor der Industrialisierung. Gewerbliche Warenproduktion auf dem Land in der Formationsperiode des Kapitalismus* (Göttingen, 1977). Pour une critique de la tendance à sous-estimer le développement de la proto-industrie dans les centres urbains, cf. CERMAN (1993), p. 281-287. De même KAUFHOLD, dans « Gewerbelandschaften », tout en confirmant l'importance croissante de l'industrie rurale en Allemagne entre 1650 et 1815 (p. 185), met en garde contre une interprétation qui exclurait le développement de l'industrie urbaine, de ce phénomène (p. 187).

13 Pour une introduction très utile aux différents systèmes agraires de l'époque moderne, cf. de VRIES (1976), p. 55-57 et p. 59-63.

et l'importance de la réserve seigneuriale) à l'est de l'Elbe et la *Grundherrschaft* (caractérisée par des propriétaires féodaux moins puissants, la disparition du servage, la perception des redevances en nature ou en argent et une réserve seigneuriale plus réduite) à l'ouest.

Cette opposition peut être illustrée par le développement de l'industrie dans le cadre de la *Gutsherrschaft*. On admet en général que la *Gutsherrschaft*, à l'instar de tout autre système agraire qui confère beaucoup du pouvoir aux détenteurs de la terre, était incompatible avec la diffusion de l'industrie <sup>(14)</sup>. C'est un fait que les institutions féodales laissaient toute latitude aux seigneurs d'interdire – s'ils le désiraient – tout travail de nature industrielle à leurs serfs. Dans de nombreuses régions d'Allemagne du Nord et de l'Est, c'est effectivement ce qui s'est passé. Il s'agissait en général de régions fertiles à rendements élevés à telle enseigne que, lorsque les paysans de ces régions cherchèrent des revenus complémentaires dans l'industrie, ce n'était pas tant parce ce type d'activité était plus rentable, mais parce qu'il se prêtait moins aux extorsions seigneuriales. Une rentabilité élevée dans l'agriculture réduisait d'autant la tentation pour les propriétaires fonciers d'engager des frais pour une révision de leurs terriers qui leur aurait permis de prélever leur écot sur les activités industrielles de leurs paysans. Les motivations des agents étaient évidemment différentes dans les régions moins fertiles. Là il pouvait s'avérer rentable pour les paysans de consacrer une partie de leur temps à la production de biens non-agricoles, et, dans la mesure où les seigneurs eurent la possibilité de prélever des redevances sur ces nouvelles activités, ils furent naturellement enclins à laisser leurs sujets libres de s'adonner au travail industriel. Cette extension des droits seigneuriaux dans les contrées faiblement ou moyennement fertiles fut réalisée dans la zone de la *Gutsherrschaft*, au moment du « second servage » – le renforcement du pouvoir de l'aristocratie avec l'aide de l'autorité monarchique – à partir de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. La coïncidence géographique entre des rendements faibles et l'instauration du « second servage » a servi de base au développement d'une économie d'exportation dans la zone de la *Gutsherrschaft* sur les marges germanophones de l'Empire et particulièrement en Silésie <sup>(15)</sup>.

À l'origine, on a avancé la thèse selon laquelle cette « protoindustrie féodale » était apparue uniquement à l'occasion d'un affaiblissement ou d'une modification de la *Gutsherrschaft* « classique » qui se caractérisait jusqu'alors par une définition juridique stricte de la condition servile et par la monoculture céréalière sur la réserve seigneuriale <sup>(16)</sup>. Les études de cas suggèrent, à

14 Cf. MENDELS (1984), p. 977-1 008. Cf. également KRIEDTE, MEDICK et SCHLUMBOHM (1977), p. 8, 16-17, 40, et KAUFHOLD (1986), p. 188-189.

15 Cf. AUBIN et KUNZE (1940); AUBIN (1942), p. 103-78; KISCH (1977), p. 178-200. Pour un examen de la « proto-industrie féodale » en Europe centrale et orientale, cf. MYŠKA (1996), p. 28-30.

16 Pour un survol de cette question, cf. KRIEDTE, MEDICK et SCHLUMBOHM (1977), p. 18 et suiv. & p. 29; à propos de la Silésie, cf. LEWALD (1961), p. 606-609.



l'inverse, que la seule variante observée dans les zones proto-industrielles d'Europe centrale et orientale a consisté, pour les seigneurs, à exercer leurs prérogatives féodales aussi bien sur les activités industrielles que sur l'agriculture. La *Gutsherrschaft* (une économie centrée sur la réserve seigneuriale) n'a pas du tout disparu, mais s'est diffusée jusqu'à englober d'autres formes d'exploitation (en dehors de la production céréalière) telles que l'exploitation minière, de fonderies, verreries, la culture du lin, de filage et de tissage, soit dans le cadre de manufactures dispersées (travail à façon) ou concentrées (travail en ateliers) sur le domaine du seigneur. Ainsi, dans le cadre de la *Gutsherrschaft*, le pouvoir de l'aristocratie agraire ne s'affaiblit pas dans les régions proto-industrielles par rapport aux régions agricoles. À l'inverse, les seigneurs ont justement autorisé ces nouvelles formes d'activité parce que le renforcement de leurs droits seigneuriaux leur a permis d'en extraire des revenus. Ils se mirent à recourir à la perception de redevances sur les métiers à filer et à tisser, à l'adjudication de la production paysanne à des négociants extérieurs, à l'obligation faite aux serfs de se fournir sur le domaine du seigneur à des prix plus élevés que ceux du marché en matières premières, à la limitation de l'accès à la terre pour encourager les paysans à se tourner vers l'industrie, à l'imposition de corvées pour le transport des minerais, de combustibles ou même parfois de filasse en mettant à contribution le cadre contractuel de la féodalité pour engager des « salariés forcés » à des salaires inférieurs à ceux du marché (17).

C'est justement par le truchement de l'abaissement des coûts du travail obtenu par l'exercice des prérogatives seigneuriales, que les industries d'exportation de Silésie et de Bohême acquirent une position si concurrentielle sur les marchés extérieurs. Ce qui influença le plus la diffusion de l'industrie, ce ne fut pas tant la puissance de la classe seigneuriale mais la façon dont furent définies précisément ses prérogatives et la façon dont elle les utilisa, et ces modalités ont naturellement varié au gré des circonstances d'une région à l'autre.

Ce ne fut qu'à plus long terme que les prérogatives des *Gutsherren* – qui parvinrent, comme en Silésie, à maintenir les coûts des matières premières et du travail si faibles que les exportations de fil et de toiles de lin furent longtemps sans rivale – devinrent des obstacles au développement de l'industrie. À partir des années 1770, le défi posé par la production mécanisée du coton à l'anglaise ne pouvait pas être contré par l'abaissement continu du coût du filage et du tissage du lin, mais nécessitait des adaptations techniques, le développement de nouvelles qualifications et des investissements en capital.

---

17 Pour une description détaillée des liens entre le développement de la « proto-industrie féodale » et une classe seigneuriale puissante, cf. KISCH (1977), p. 179, 180-3, 185, 198, et MYŠKA (1996).

Mais les grands propriétaires silésiens, soucieux de maintenir les rentes que leur procuraient les tisserands soumis au servage, s'opposèrent à l'introduction de toute innovation technique, et le gouvernement prussien prit des mesures pour prohiber toute nouvelle forme de production. Les capitaux s'investirent dans l'amélioration de l'exploitation existante aux dépens des nouvelles « mécaniques » à cause des privilèges qui étaient accordés, dans le cadre de la *Gutsherrschaft*, aux détenteurs de la terre. Dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, au moment où l'industrie linière rhénane et saxonne commençait à passer au coton et à la production mécanisée, la plus grande région linière allemande, la Silésie, s'enfermait inexorablement dans la crise et s'engageait dans la désindustrialisation (18). Le pouvoir seigneurial n'était pas incompatible avec le développement d'une industrie domestique exportatrice, mais il l'était à long terme avec la croissance économique.

À l'ouest de l'Elbe, les prérogatives plus limitées accordées aux seigneurs dans le cadre de la *Grundherrschaft* ne leur permettaient pas d'abaisser artificiellement les coûts du travail mais elles autorisaient (ou coexistaient avec) d'autres avantages par rapport aux coûts : les marchés étaient débarrassés des distorsions introduites par le servage, le faire-valoir et les types de cultures étaient plus flexibles, le tropisme du capital en direction des investissements dans la terre était moins accentué, les échanges commerciaux étaient plus actifs et les marchés ruraux plus ouverts sur l'extérieur. Le développement d'une industrie d'exportation en Saxe, en Rhénanie et dans le Wurtemberg est dû en partie à l'incapacité du pouvoir seigneurial à réguler complètement la société rurale (19). Il existait néanmoins des zones de la *Grundherrschaft* où le pouvoir seigneurial, sans parvenir à empêcher totalement le développement d'une industrie d'exportation du lin, réussit à l'encadrer. Ainsi, dans certaines contrées de Westphalie, le seigneur exerçait une influence significative sur le faire-valoir et la création d'emplois industriels, au moins jusqu'à l'abolition de l'*Acker-Marken-Wirtschaft*, un système d'exploitation collective des terres où le seigneur de même que les instances communautaires exerçaient une influence décisive. Wolfgang Mager attribue ainsi le succès du développement de l'industrie à Ravensberg au XIX<sup>e</sup> siècle à l'effondrement précoce de l'*Acker-Marken-Wirtschaft* alors que de nombreux autres districts liniers de Westphalie périclitèrent à la même époque (20).

18 Cf. KISCH (1977), p. 182-187; TIPTON (1976), p. 18-20, et WOLFF (1979), p. 20-23.

19 À propos de Krefeld, cf. KRIEDTE (1983), p. 257-58; à propos de la Suisse, cf. TANNER (1986), p. 449-494.

20 Cf. MAGER (1982), p. 443 et 447-49, et MAGER (1984), p. 162-63. Schlumbohm parvient aux mêmes conclusions en comparant l'évolution de Ravensberg avec celle d'Osnabrück, cf. SCHLUMBOHM (1982), p. 334; SCHLUMBOHM (1983), p. 121, et SCHLUMBOHM (1992), p. 187, 197. On trouve le travail définitif sur la disparition de l'*Acker-Marken-Wirtschaft* dans BRAKENSIEK (1991), qui est résumé dans BRAKENSIEK (1994), p. 157-161 à propos de l'inter-

Ainsi, même à l'ouest de l'Elbe, les pouvoirs des seigneurs, même s'ils ne parvinrent pas à stopper le développement d'une industrie d'exportation, ont réussi souvent à le contrôler jusqu'aux dernières années de l'*Altes Reich* et ont ainsi placé certaines régions sur des trajectoires d'industrialisation divergentes.

La communauté villageoise constituait l'autre importante institution sociale qui régula l'économie rurale. Les pouvoirs de cette instance variaient également beaucoup d'un territoire à l'autre en fonction de l'histoire institutionnelle du pays et de l'évolution de l'influence des princes et des détenteurs de la propriété foncière. En général, ces instances communautaires étaient relativement désarmées dans la zone de la *Gutsherrschaft* alors qu'elles avaient davantage voix au chapitre là où le pouvoir seigneurial était faible et où le prince souverain avait pris le parti de soutenir ces communautés contre leur seigneur direct en échange de facilités fiscales et juridictionnelles<sup>(21)</sup>. Le fait que les communautés d'habitants aux prérogatives limitées ou inexistantes présentaient un avantage en termes de coûts, est illustré par la concentration et la vigueur des centres industriels en Saxe et en Rhénanie où les instances villageoises étaient aussi dépourvues de pouvoir décisionnel qu'en Angleterre et aux Pays-Bas. Dans de nombreux endroits de Saxe, les communautés d'habitants ont été dépouillées de leurs pouvoirs dès le début du xvi<sup>e</sup> siècle sans que l'État central en construction s'en mêlât : il en résulta une plus grande mobilité des facteurs de production (capital, travail) et une prolifération de l'industrie rurale<sup>(22)</sup>. De même en Rhénanie, dès avant l'apparition d'industries rurales au xvi<sup>e</sup> siècle, il semble que les communautés villageoises étaient déjà privées de pouvoir de décision<sup>(23)</sup>. Mais, sous cet aspect, la Rhénanie et la Saxe apparaissent comme relativement exceptionnelles.

Dans les autres régions de l'Allemagne, les institutions villageoises étaient généralement plus puissantes. Même si elles ne sont pas toujours parvenues à empêcher l'émergence de l'industrie rurale, elles réussirent souvent à leur imposer des charges supplémentaires qui ont obéré en retour leur développement à long terme. Ainsi à Ravensberg, un important centre linier, le système d'exploitation collective des terres peut être rendu en grande partie responsable du retard industriel de la contrée<sup>(24)</sup>. La suppression, dans les années 1770, des contrôles communautaires libéra une croissance industrielle rapide

---

pénétration des pouvoirs seigneuriaux avec la *Markverfassung* dans certains endroits de Westphalie (en particulier sur les terres ecclésiastiques comme dans le cas d'Osnabrück).

21 À propos des relations entre l'État central et les communautés villageoises, cf. WALKER (1971), et à propos de la symbiose qui s'est établie en Allemagne entre l'État et les communautés d'habitants à l'époque moderne, cf. OGILVIE (1992), p. 432 et suiv., et OGILVIE (1999), p. 167-202.

22 Cf. GRÖLLICH (1911) et KUNZE (1960).

23 Cf. KISCH (1972), p. 299-304, et KISCH (1981), p. 94-6 ; cf. également KRIEDEL (1983), p. 225.

24 Cf. MAGER (1984), p. 162-163, et MAGER (1982), p. 443, 447-49.

qui fournit à Ravensberg l'énergie de maintenir son activité industrielle jusqu'à la phase de mécanisation dans les années 1850. À l'inverse, sur le territoire voisin d'Osnabrück où la culture du lin tenait une place aussi importante, les princes-évêques maintinrent la *Markenwirtschaft* jusque vers 1800, ce qui eut pour conséquence de limiter les possibilités de développement et orienta cette région vers la désindustrialisation (25).

En Allemagne méridionale, les institutions communales codifièrent, jusque tard au XIX<sup>e</sup> siècle, le choix des époux et du lieu de résidence, les marchés des principales denrées et les privilèges des guildes de métier (26). Même si ces contraintes ont renchéri les coûts de production et réduit la circulation des biens et des facteurs, elles n'exclurent pas totalement le développement des industries rurales là où celles-ci pouvaient tirer d'autres avantages de la situation locale. Ce développement s'explique, dans le Wurtemberg par exemple, par le droit successoral (fondé sur la divisibilité des héritages) qui généra une abondante main-d'œuvre disponible pour ce genre de travail, par la faiblesse du contrôle féodal et par la proximité des grandes villes-libres d'Empire, plaques tournantes du commerce régional et international. Le Jura souabe, où les conditions étaient favorables à la culture du lin, se spécialisa ainsi dans le tissage des toiles pendant que sur les pentes orientales de la Forêt-Noire où les sols pauvres ne permettaient que l'élevage des moutons, l'abondance des cours d'eau favorisa la production de draps de laine peignée destinés à l'exportation. Dans ces contrées, les instances communautaires demeuraient relativement puissantes, mais leur lourdeur ne parvint à obérer le développement industriel qu'à l'extrême fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un processus qui devait amener par la suite leur sclérose et les empêcher de relever les défis techniques consécutifs à l'introduction du coton et à la mécanisation (27). De nombreuses régions d'Allemagne, par conséquent, n'ont pas empêché le développement de l'industrie, mais l'ont infléchi.

### L'industrie face aux sociétés urbaines

Même si c'est essentiellement dans les campagnes que la production industrielle se développa entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, les villes conservèrent d'importantes fonctions dans les circuits industriels (28). Celles-ci jouaient un

25 Cf. MAGER (1982), p. 441 ; MAGER (1983), p. 71 ; SCHLUMBOHM (1982), p. 330-334, et SCHLUMBOHM (1992), p. 187 et 197.

26 Cf. OGILVIE (1995) et (1997). À propos de la survie d'institutions communales jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle et leur incidence sur l'industrialisation, cf. TIPTON (1976).

27 À propos de l'industrie de la laine peignée en Forêt-Noire, cf. TROELTSCH, *Calwer Zeughandlungskompagnie* ; OGILVIE (1997) et OGILVIE (2004), p. 286-333. Une comparaison de cette industrie avec le district linier de Heidenheim, dans FLIK (1990). Pour un examen du fonctionnement de l'industrie linière à Urach, cf. MEDICK (1996).

28 Le versant urbain de la théorie de la proto-industrialisation est le sujet de PONI (1985), p. 305-314, et de CERMAN (1993), p. 281-287.

rôle décisif dans l'approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires, et dans l'écoulement des produits finis et la fourniture du crédit commercial nécessaire à la soudure entre l'achat des inputs et la vente de l'output. Cette observation s'applique particulièrement à la situation de l'Allemagne où la loi du pays a pu sérieusement obérer le développement de l'industrie à domicile même si celle-ci a pu se diffuser dans de nombreuses régions au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle – ainsi qu'on le verra plus loin.

Dans le même temps, les villes étaient également des centres de production pour certains types d'industrie ou certains processus industriels. Dans le cas d'industries où la matière première coûtait cher, comme dans le cas de la soie, le travail en ville limitait la pratique de la « perruque » – la distraction par l'ouvrier d'une partie de la matière première pour ses propres fins. Dans le cas de procédés qui nécessitaient une main-d'œuvre hautement qualifiée – le tissage des lainages fins par exemple –, l'environnement urbain facilitait la formation et l'encadrement des ouvriers. Dans le cas des opérations qui étaient hautement dépendantes des aléas de la mode comme la teinture et le finissage, l'information circulait plus facilement en ville. Dans le cas des étapes de fabrication qui nécessitaient des investissements en capital substantiels (comme dans l'impression sur étoffe), les villes offraient un passage obligé. Les villes, qui étaient des bassins de consommation et concentraient en particulier les consommateurs les plus aisés, constituaient ainsi les débouchés « naturels » de l'industrie rurale. De par le rôle que les villes jouaient dans les circuits industriels, leurs institutions devaient forcément influencer sur les coûts de production.

Un des caractères distinctifs de la société allemande préindustrielle réside dans la pérennité et la puissance des corporations de métier et des compagnies marchandes (29). Les seules régions d'Allemagne où les institutions urbaines étaient aussi faibles qu'en Angleterre et aux Pays-Bas se trouvaient en Rhénanie du Nord, notamment dans le comté de Mörs (qui inclut la ville de Krefeld) et dans le duché de Juliers (Jülich). À Krefeld où l'industrie de lin et de la soie connut une ascension spectaculaire, les institutions urbaines n'avaient aucune autorité sur le plat pays et ses corporations d'ouvriers aussi bien que ses marchands ne jouissaient d'aucun privilège particulier (30). Dans le duché voisin de Juliers, la liberté d'entreprise (*Gewerbefreiheit*) qui était inscrite dans la loi du pays, a attiré à Montjoie (Monschau), au XVI<sup>e</sup> siècle, nombre de réfugiés protestants dont l'esprit d'entreprise fit de cette ville le premier centre d'Allemagne pour la draperie fine (31).

---

29 Cf. OGILVIE (1993), p. 169-171.

30 Cf. KISCH (1981), p. 100-3, 116, 130-1, et 140; KRIEDTE (1983), p. 221, 225, 241, 246, 249 et 258; KRIEDTE (1986), p. 260-261.

31 Cf. KISCH (1981), p. 280-292, et BARKHAUSEN (1925).

Mais une telle situation était exceptionnelle, même en Rhénanie. À Aix-la-Chapelle, l'industrie lainière périclita au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à ce que le monopole corporatif fut aboli en 1798 ; à l'inverse, non loin de là, à Burscheid où le pouvoir des corporations avait été neutralisé dès le XVII<sup>e</sup> siècle, elle prospéra (32). En 1527, les ducs de Berg avaient concédé à la puissante corporation des marchands de la vallée de la Wupper, la tristement célèbre *Wuppertaler Garnnahrung*, le privilège exclusif du blanchiment et de la commercialisation des toiles de lin ; à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'était toujours cette organisation qui régulaient l'industrie textile locale à son avantage. Le contrôle sur la production locale par la *Garnnahrung* était si efficace et si onéreux que les tisseurs indépendants de la campagne décidèrent en 1738 d'établir leur propre corporation afin de réguler la production dans l'intérêt de ses membres. La *Garnnahrung* devait réussir à la faire disparaître en 1783, mais non sans avoir dû requérir l'intervention de l'armée (33). Des corporations de forme semblable furent fondées ailleurs dans le duché de Berg par les couteliers, les fabricants de faux et de petite quincaillerie à Solingen et à Remscheid et ce phénomène perdura jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle (34).

On a parfois affirmé que les règlements corporatifs qui visaient à dénier l'accès du marché aux producteurs indépendants, à maintenir les salaires à la baisse, à restreindre le travail des femmes, à contingenter la production et à empêcher l'adaptation au progrès technique, n'étaient en fait pas appliqués. Certains chercheurs ont même soutenu que les corporations ont pu avoir des effets bénéfiques en ce qu'elles imposaient des normes de qualité et qu'elles se chargeaient de la formation professionnelle et le respect de la propriété intellectuelle (35). Mais l'histoire industrielle de l'Allemagne contredit en grande partie ces spéculations théoriques (36). Les études de micro-histoire suggèrent en effet que le système corporatif a eu des effets pervers sur le développement industriel. Les exemples abondent : à Remscheid, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, la guilde des fabricants de faux s'opposa avec succès à l'installation de martinets (gros marteaux actionnés par une roue à aubes) et à Solingen, celle des couteliers résista à l'introduction de nouvelles techniques de forgeage ce qui contribua à déclasser ce centre vis-à-vis de ses concurrents et le marasme fut encore renforcé par des luttes intestines à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (37). En 1782, l'initia-

32 Cf. KAUFHOLD (1986), p. 152 ; KISCH (1981), p. 273-316, et KERMANN (1972), p. 118-30, 132 et suiv.

33 Cf. KISCH (1972), p. 307, 351-353, 400 et 403-407.

34 Cf. KAUFHOLD (1986), p. 160, et THUN (1879), p. 109-12.

35 Ainsi les arguments avancés par EPSTEIN (1998), p. 684-713.

36 Pour un examen détaillé du rôle soi-disant bénéfique des guildes dans l'économie allemande préindustrielle, cf. OGIIVIE (2004). Pour une exploration empirique de l'influence des guildes sur le travail, la formation et les modes de consommation des femmes, cf. OGIIVIE (2003).

37 Cf. ENGELS et LEGERS (1928), vol. I, p. 131-139 ; KAUFHOLD (1986), p. 160, et THUN (1879), 2. Teil, p. 16-19, 32 et suiv., p. 57-59.

tive de Brügelmann, un marchand de la Vallée de la Wupper, d'installer un atelier de tissage à l'anglaise, le premier historiquement en Allemagne, se heurta à l'hostilité de la *Garnnahrung* et de la corporation des tisserands de la campagne ; il devait finalement obtenir gain de cause (sous forme d'un privilège exclusif) mais décida prudemment d'établir la manufacture en dehors de la Vallée. En 1792 encore, la *Garnnahrung* a entamé des poursuites à l'encontre d'un de ses membres qui tentait d'établir une rubanerie en Alsace (38).

On observe ainsi que la phase de proto-industrialisation et la première phase de l'industrialisation se sont déployées dans un environnement corporatiste discriminatoire qui n'a pas peu contribué au retard technique relatif de l'industrie, enregistré vers 1800, dans les régions même les plus avancées d'Allemagne.

En Saxe également, les privilèges des guildes et des corporations urbaines ont ralenti les progrès de l'industrie au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Jusqu'à la Guerre de Trente ans, les villes avaient le monopole du tissage du lin et la production de toiles était vendue en bloc au cours de *Zunftkäufe* à des négociants extérieurs, notamment ceux de Nuremberg. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, le tissage de la toile se délocalisa progressivement dans les campagnes (39). Mais les villes et les corporations réussirent à imposer leur contrôle sur de nombreuses phases de la production : en plus du tissage, ils contrôlaient la dentellerie, la passementerie, la rubanerie et le travail du coton dès que celui-ci fit son apparition. À cet effet, on observe que ces nouvelles corporations de passementiers et de dentelliers furent constituées, par exemple dans le Vogtland, au tournant du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle (40). À la même époque, la guilde des rubaniers de Haute Lusace (Oberlausitz) obtint de l'État l'interdiction d'établir toute manufacture de rubans dans la région, une mesure qui fut si bien appliquée qu'après 1765, date de son abrogation, la production rurale de rubans connut un boom spectaculaire. Cet exemple suggère derechef que les règlements corporatifs ont effectivement limité la production rurale (41). Dans le Vogtland, ceux-ci permettaient aux paysans de pratiquer le filage, mais les villes conservèrent, pendant le plus clair du XVIII<sup>e</sup> siècle, le monopole du tissage pratiqué selon des règles très strictes, à telle enseigne qu'en 1789, les deux tiers des tisseurs de mousseline de la région étaient membres de la corporation de Plauen (42).

Mais c'est surtout sur le commerce des produits manufacturés que s'exerçait le monopole des villes et des guildes jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les ouvriers du textile de la campagne étaient astreints, légalement, d'écouler leur produc-

38 Cf. KISCH (1972), p. 394-401.

39 AUBIN et KUNZE (1940) ; AUBIN (1942) ; KISCH (1977) et KAUFHOLD (1986), p. 125. Dans certaines contrées, ce processus s'était déjà mis en route dès le XVI<sup>e</sup> siècle, cf. HEITZ (1961).

40 Cf. SCHÖNE (1981), p. 446-467, et SCHÖNE (1982), p. 107-164 ; WOLFF (1979), p. 33-35 ; KAUFHOLD (1986), p. 128.

41 SCHÖNE (1979), p. 178-179.

42 KAUFHOLD (1986), p. 129 ; KÖNIG (1899), p. 148 et suiv. ; TIPTON (1976), p. 32.

tion sous le contrôle de la guilde dans la plupart des villes saxonnes. Comme il fallait s'y attendre, cette législation favorisa l'apparition d'un marché parallèle, mais l'ampleur de son activité fut limitée par les risques encourus et le surcoût associé à ce type d'entreprise. Paradoxalement, ceux qui effectuèrent, en Lusace, le passage du travail du lin à celui du coton (dès les années 1770) et la conversion à la production mécanisée (dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle), ce ne furent pas les marchands des compagnies à privilège de Lobau et de Zittau, mais justement ces intermédiaires plus ou moins illégaux qui commercialisaient la production des villages (43). Dans le Vogtland, deux corporations rivales de fabricants et de marchands de cotonnades furent fondées en 1764 qui se disputèrent âprement, cinquante années durant, sur les changements à apporter ou à refuser, tout en conservant jusque dans les années 1840 des privilèges appréciables. Les autorités de l'État (44) conservèrent jusqu'en 1805 le monopole sur la vente de ces produits et ce n'est qu'à partir de 1807 que les privilèges des corporations du Vogtland ont commencé à être graduellement révoqués, ce qui favorisa une adaptation réussie à la concurrence anglaise (45).

En Thuringe voisine, où un certain nombre de centres industriels étaient apparus au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les villes exerçaient moins de contrôle sur la production, mais les guildes de métier rurales étaient plus répandues. Dans la principauté de Schmalkalden, les corporations dominèrent tout ou partie de la production de fers ouvrés jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (46), et c'était aussi le cas pour les fabricants de canons de Suhl, les couteliers de Ruhla dans la Forêt de Thuringe, les fabricants de jouets et les ardoisiers du haut pays de Meiningen, les bonnetiers du duché de Saxe-Weimar et les tisseurs de laine peignée d'Oberereichsfeld (47).

Dans ces principautés, les marchands s'étaient organisés en compagnies à monopole, à l'instar, en 1710, des fabricants d'armes de Zella et Mehlis dans la Forêt de Thuringe, et des fabricants de jouets du haut-pays qui se virent concéder encore en 1789 un privilège de la part du duc de Meiningen (48). De telles organisations ont eu une incidence réelle sur l'économie de ces régions. Au lieu d'offrir un cadre pour la résolution des conflits à coût économique

43 Cf. WOLFF (1979), p. 33-35, 38.

44 Il s'agissait de l'État de la Saxe électorale (*Kursachsen*) jusqu'en 1803 et par la suite du Royaume de Saxe (N.d.T.).

45 Cf. TIPTON (1976), p. 32.

46 Cf. LOHSE (1955), p. 45-67.

47 Cf. ROTSCHKY (1933), p. 26-33; SAX (1884), p. 5-37, 138-150; SCHNEIDER (1922) et EBERHARDT (1951), p. 67-85. L'Eichsfeld, une seigneurie dépendante de l'archevêché de Mayence avant 1803, fut annexé à la Prusse à cette date. Son chef-lieu Heiligenstadt se trouve entre Göttingen et la ville-libre (jusqu'en 1803) de Mühlhausen (N.d.T.).

48 Cf. PATZE et SCHLESINGER (éd.), *Geschichte Thüringens*, vol. V, 1<sup>re</sup> partie, Cologne, 1982, p. 421, et Emanuel SAX, *Die Hausindustrie in Thüringen*, 1. Teil: *Das Meininger Oberland*, léna, 1982, p. 11 et suiv.



élevé, ces corporations les ont attisés et ont contribué à envenimer les relations à l'intérieur d'une même industrie. Ainsi, ce sont des conflits de ce type qui sont à l'origine du déclin de la bonneterie dans le duché de Saxe-Weimar entre 1750 et 1760 (49). De même, la politique de la guilde des tisseurs de lin de l'Obereichsfeld, loin d'avoir échoué à imposer le *numerus clausus* ou de continger la production, a condamné cette industrie à la stagnation, une réalité mise en évidence par son développement florissant postérieurement à la suppression du monopole corporatif après 1780 (50). Étant donné la longévité des entorses à la concurrence d'origine institutionnelle, de la part des municipalités, des corporations de métier et des compagnies à privilège, il n'est guère étonnant que dans des régions aussi avancées que la Saxe et la Thuringe, l'industrie ait été moins développée que dans l'Europe du Nord-Ouest.

Dans les régions linières de Westphalie, les privilèges dont jouissaient les villes et leurs marchands ont assombri les perspectives de développement industriel. Les guildes urbaines des tisseurs de toiles de lin ont perdu leur monopole au tournant des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles sans que des corporations rurales prissent leur place (51). Néanmoins, les ouvriers fileurs ou tisseurs de la campagne étaient obligés, légalement, de traiter avec les *Leggen* (inspections) pour vendre leur production en ville. De fait, les négociants urbains jouissaient d'un monopole légal sur le commerce des toiles de lin : dans certaines villes, comme à Bielefeld, ils se réunirent même en une association privilégiée (52). La plupart des *Leggen* de Westphalie furent renforcées par rescrit princier dans les années 1770 et ont survécu jusque tard dans le xix<sup>e</sup> siècle (53). Bien qu'il y ait eu un peu de contrebande, Schlumbohm estime qu'entre 1770 et 1850, l'essentiel de la production de toiles de l'évêché d'Osnabrück passait entre les mains des *Leggen*. La transition, accomplie vers 1850 dans le comté de Ravensberg, au système manufacturier, au moment où la région d'Osnabrück se désindustrialisait, serait due à une application moins systématique du système des *Leggen* et au développement d'un marché parallèle (et illégal) très actif (54). Même dans ces conditions, le syndicat des négociants de Bielefeld retarda la mécanisation pendant des dizaines d'années et boycotta d'ailleurs le premier atelier de filature mécanisée en 1852 ; quand un second fut établi,

49 Cf. SCHNEIDER (1922) et EBERHARDT (1951), p. 67-85.

50 Cf. BAUM (1903).

51 MAGER (1982), p. 444.

52 Pour une description détaillée de la compagnie des négociants en toile de Bielefeld, cf. FLÜGEL (1993).

53 À propos des *Leggen* dans le comté de Ravensberg, cf. MAGER (1982), p. 452 et suiv. ; à propos de Ravensberg et de l'évêché d'Osnabrück, cf. SCHLUMBOHM (1983) ; à propos du comté de Tecklenburg, cf. REEKERS (1966), p. 34 et suiv. Le comté de Tecklenburg, à proximité d'Osnabrück, fut annexé par la Prusse en 1707 (N.d.T.).

54 MAGER (1983), p. 67 ; SCHLUMBOHM (1983), p. 94, et SCHLUMBOHM (1982), p. 330.

quatre ans plus tard, ce fut avec le soutien de l'État et des cadres étrangers au district <sup>(55)</sup>.

Dans le Wurtemberg, les privilèges des villes empruntaient une forme différente. Les institutions urbaines n'avaient pas de droit de regard sur le plat pays, mais des guildes « régionales » (associant producteurs de la ville et de la campagne) exerçaient un monopole dans leur branche d'activité respective. Dans la Forêt-Noire, les tisseurs de laine peignée s'étaient organisés en corporations de district qui contrôlaient aussi bien les ouvriers de la ville que ceux de la campagne et qui réglementaient toutes les facettes de la production ; elles ne furent abolies que tard dans le XIX<sup>e</sup> siècle. Entre 1650 et 1797, les tisserands de ces vallées furent astreints à livrer leurs draps, en quantités et à prix fixés d'avance, à une compagnie privilégiée de maîtres-teinturiers – en tout point semblable à une corporation – la célèbre *Calwer Zeughandlungskompanie*. La fréquence et la gravité des conflits qui émaillèrent l'histoire de cette organisation comme des autres, attestent de l'efficacité de leur contrôle économique et du fait qu'elles n'aient pas fourni de cadre satisfaisant pour des procédures d'arbitrage ; tout au contraire, ce type d'organisation a probablement intensifié les conflits, en générant des rentes de monopoles que différentes cliques ont eu tout loisir de se disputer <sup>(56)</sup>. Plus à l'est, dans le Jura souabe, les tisseurs de lin des districts d'Urach, Heidenheim et Blaubeuren étaient aussi regroupés en organisations corporatives jusqu'en 1828 et jusqu'aux dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, ils ont été obligés de vendre leur production à des compagnies de marchands à privilège dans des conditions semblables à celles qui régnaient dans l'industrie lainière de la Forêt-Noire. Bien que la fragmentation territoriale et la proximité d'Ulm facilitassent la contrebande, le monopole des syndicats de marchands eut des répercussions économiques importantes, comme en témoignent les conflits répétés auxquels ils se trouvèrent mêlés pendant plusieurs générations mais aussi le différentiel de prix que les corporations de Heidenheim et Urach réussirent à maintenir vis-à-vis des prix « libres » pratiqués sur le marché d'Ulm <sup>(57)</sup>. Dans la Forêt-Noire, les corporations de tisserands et de marchands contrôlaient l'entrée dans les métiers et le recrutement des ouvriers, stipulaient le volume et les types d'articles à fabriquer, les prix de vente et les salaires dans le but d'éliminer la concurrence et d'interdire les innovations, une politique qui eut pour résultat la disparition de l'industrie de la laine peignée après 1800 et une transition tardive et compliquée à la production usinière <sup>(58)</sup>. Dans le Jura souabe, le monopole sur la distribution et les

---

55 Cf. MOOSER (1983), p. 75-82, et SCHLUMBOHM (1982), p. 330 ; WOLFF (1979), p. 30-33.

56 Sur la guilde des tisseurs de laine, cf. OGILVIE (1997) et OGILVIE (2004) ; sur la compagnie des marchands de Calw, cf. TROELTSCH (1897).

57 Sur la corporation des tisseurs de lin, cf. MEDICK (1982) ; sur le syndicat des marchands, cf. FLIK (1990) ; sur la compagnie d'Urach, cf. MEDICK (1983), p. 301, et FLIK (1990), p. 92-93.

58 Cf. OGILVIE (1997) et FLIK (1990).

règlements d'origine étatique ont empêché les marchands urbains à privilège et leurs homologues des campagnes non habilités, d'amasser le capital (qu'il soit physique et humain) qui leur aurait permis de devenir les acteurs de la mutation manufacturière. Ainsi, loin de remédier aux imperfections des marchés des capitaux, le corporatisme a-t-il contribué à les maintenir. Le passage à la filature mécanisée du coton échoua dans la région d'Urach et ne fut réalisé que plus tard, dans les années 1860, par des industriels extérieurs<sup>(59)</sup>. C'est uniquement dans le district de Heidenheim, où la réglementation imposée par la coalition des marchands était tombée en désuétude dans les années 1760 à la suite de faillites à répétition, qu'il y eut assez de flexibilité pour que s'effectuât le passage progressif au travail du coton dans la dernière décennie du siècle et à la mécanisation dans les années 1830. Même là, pourtant, la guildes des tisseurs de lin s'opposa violemment, initialement, à l'introduction du coton. Plus encore que dans d'autres régions d'Allemagne, l'industrie du Wurtemberg était en proie au marasme à la charnière du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle à cause de la perpétuation des privilèges accordés aux guildes et aux syndicats de marchands<sup>(60)</sup>.

### L'État et l'industrie en Allemagne

L'État aussi a naturellement affecté l'organisation de l'industrie en Allemagne. Les études sur le rôle de l'État à l'époque moderne se sont traditionnellement focalisées sur les initiatives prises par divers princes pour soutenir certaines entreprises en accord avec les principes du caméralisme (la variante germanique du mercantilisme). Là où cette politique de nature protectionniste a exempté les industriels du paiement de certaines taxes et des obligations militaires, leur a accordé des subventions et des prix inférieurs à ceux en vigueur pour leur main-d'œuvre et leurs matières premières, elle a réussi à abaisser leurs coûts de fabrication et renforcé leur compétitivité vis-à-vis de concurrents moins favorisés – au moins dans le court terme. Mais, dans la plupart des cas, ces traitements de faveur qui réduisaient les coûts à court terme, étaient associés à d'autres qui élevaient le seuil de rentabilité : le monopole (qui impliquait le plafonnement de la production et le maintien du prix à un niveau élevé), les pratiques « malthusiennes » (barrières à l'entrée, marché du travail réglementé, interdiction du travail féminin) et le refus (allant jusqu'à la prohibition) de l'innovation technique, empêchant l'adoption de nouveaux modèles et de nouvelles méthodes de production.

Les effets cumulés du soutien princier a varié d'une industrie à une autre. Dans l'ensemble néanmoins, la grande majorité de ces opérations de soutien ont été des échecs et ont eu des conséquences néfastes pour d'autres

59 Cf. MEDICK (1983), p. 306-310.

60 FLIK (1990), p. 117 et suiv., 142-143 ; pour d'autres exemples détaillés de l'obstruction des guildes dans le processus de l'industrialisation allemande, cf. TIPTON (1976), p. 26-7, 30, 52-3, 59, 71 et 72-76.

entreprises <sup>(61)</sup>. Les Hohenzollern, par exemple, se sont fait une spécialité de soutenir, de manière entêtée et dispendieuse, des manufactures d'articles de luxe, notamment à Berlin et à Potsdam. Or, des études approfondies ont révélé que cette politique a eu, sur place, des coûts élevés pour d'autres activités économiques et même pour les industries rivales situées dans leurs possessions rhénanes et qu'elle a généré inefficacité et corruption parmi les industries bénéficiaires <sup>(62)</sup>. Le succès de ces entreprises protégées par l'État a donc été, dans le meilleur des cas, extrêmement limité: pas un seul centre industriel n'émergea dans les provinces centrales et orientales du royaume de Prusse avant le début du XIX<sup>e</sup> siècle et, à cette date, ce fut le coton, la seule branche presque totalement négligée par le gouvernement, qui dominait le secteur industriel de la capitale prussienne <sup>(63)</sup>. Le soutien officiel apporté à la soierie berlinoise avait d'ailleurs une telle réputation de futilité et d'extravagance que Mirabeau pouvait écrire à propos de la réussite des soyeux de Krefeld: « Malheur à l'industrie dont pourrait s'amouracher un roi de Prusse » <sup>(64)</sup>. Ce modèle de patronage se retrouve naturellement en dehors de la Prusse. Dans le pays de Bade, les établissements à privilège de l'État échouèrent, comme à Pforzheim, alors que les vallées de la Forêt-Noire négligées par les autorités se hissaient, à l'orée du nouveau siècle, au premier rang des régions industrielles d'Allemagne <sup>(65)</sup>. De la même façon, la forêt de Thuringe était le siège d'une industrie du verre qui était la plus importante d'Allemagne, voire d'Europe, et des manufactures, fondées avec l'appui des princes au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, se révélèrent toutes des échecs retentissants car on avait négligé l'approvisionnement en combustible <sup>(66)</sup>.

Alors que le volontarisme industriel de l'État est rarement parvenu à des résultats tangibles, l'intervention pour des objectifs non-économiques a eu des répercussions indirectes importantes sur le tissu industriel allemand. Par exemple, l'annexion de la Silésie par la Prusse en 1740/42 a provoqué un rééquilibrage de l'industrie linière, non pas seulement en Silésie même, mais dans le « triangle linier » en Saxe et en Bohême voisines <sup>(67)</sup>. L'organisation industrielle en Rhénanie du Nord fut de même perturbée par l'annexion de la rive gauche du Rhin par la Révolution française en 1795 <sup>(68)</sup>.

---

61 Pour un résumé de la question, cf. REININGHAUS (1990), p. 18: « Pour la majorité des établissements industriels de l'État, le bénéfice fut extrêmement réduit. Seulement un petit nombre de ces manufactures ont été économiquement rentables à long terme ».

62 Cf. par exemple, KISCH (1968), p. 1-15.

63 Cf. KAUFHOLD (1986), p. 122-24.

64 Cité in KISCH 1968), p. 15, note 1.

65 Cf. GOTHEIN (1962).

66 KÜHNERT (1973), p. 21-27; PATZE et SCHLESINGER (1982), p. 198-231, 422, 478, 509-510, 516 et 534.

67 Cf. KAUFHOLD (1986), p. 137; WOLFF (1979), p. 15-26, 33-36; ZIMMERMANN (1885), p. 76.

68 Cf. KAUFHOLD (1986), p. 150-151, et BRÜCKNER (1976), p. 322.

Mais ce qui a compté le plus, c'est le processus par lequel les États ont renforcé ou affaibli d'autres institutions. Après le désastre de la Guerre de Trente ans, la plupart des fonctions gouvernementales étaient devenues impraticables sans le concours d'autres institutions sociales. C'est pourquoi les autorités centrales ont concédé aux propriétaires féodaux, aux instances communautaires, aux municipalités, aux corporations et autres associations, des privilèges en échange de leur coopération dans la levée des impôts, des emprunts, et du contingent, l'application de la réglementation et la répression des émotions populaires <sup>(69)</sup>.

Le rôle joué par les princes dans la redéfinition des droits seigneuriaux et leur soutien apporté aux seigneurs de la terre, aux instances communautaires, aux municipalités et aux corporations sont incontestables dans de nombreuses régions d'Allemagne. Dans les provinces centrales et orientales de la Prusse, le régime de la *Gutsherrschaft* faisait défense aux paysans de s'adonner au travail industriel et les seigneurs ont été appuyés dans leurs prétentions par le pouvoir central. Le contrôle exercé par les propriétaires féodaux sur la production de toiles de lin et la législation qui leur permettait de recruter de la main-d'œuvre à bas prix, ne furent possibles que grâce à l'appui apporté par l'État au système de la *Gutsherrschaft* durant la période du «second servage». En Silésie, à partir de 1760, une institution de crédit dépendant de l'État, la *Landschaft*, a canalisé tous les capitaux disponibles, au bénéfice exclusif des seigneurs féodaux, privant par là même l'industrie silésienne de crédits d'investissement. Parallèlement, le gouvernement des Hohenzollern a empêché la mécanisation de l'industrie linière de façon à préserver les profits que les seigneurs extraient du travail des tisserands à bras maintenus dans le servage par la prérogative seigneuriale. Le rôle de l'État a été aussi crucial dans le maintien de l'influence des seigneurs et des instances communautaires dans le cadre de la *Grundherrschaft*. En Westphalie, l'évolution agricole divergente observée dans le comté de Ravensberg et à Osnabrück, et ses répercussions durables sur le développement de l'industrie linière, sont le résultat de politiques différentes mises en place par les Hohenzollern et les princes-évêques d'Osnabrück, vis-à-vis du pouvoir seigneurial et du système communal de l'*Acker-Markten-Wirtschaft* <sup>(70)</sup>. Dans le Wurtemberg, c'est la symbiose entre l'État et les puissantes institutions communautaires qui explique la résilience de celles-ci jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle <sup>(71)</sup>.

---

69 Pour une recension des sources sur ce sujet, cf. OGILVIE (1992), p. 434-435, et OGILVIE (1999).

70 Cf. MOOSER (1984); MAGER (1982), p. 441; MAGER (1983), p. 71; SCHLUMBOHM (1982), p. 330-334, et SCHLUMBOHM (1992), p. 187, 197.

71 Cf. GRUBE (1960), p. 18-41; VANN (1984), p. 51, 295, et *passim*; SABEAN (1990), p. 66-87, et OGILVIE (1999).

Les corporations comme les municipalités purent ainsi exercer un contrôle interne plus effectif sur les industries qui bénéficiaient d'un soutien de la part de l'État même si elles restaient soumises, extérieurement, à l'autorité de celui-ci. Au cours de l'époque moderne, les corporations comme les compagnies marchandes se montrèrent de plus en plus désireuses de se voir concéder par l'État des franchises en échange d'impôts, de prêts, de pots-de-vin et de soutien politique en même temps que de la surveillance de la production et des échanges qu'elles pouvaient lui fournir. Dans le Wurtemberg, ces corporations et compagnies qui jouissaient chacune d'un monopole à un certain stade de la production et de la distribution des toiles de lin et des draps de laine, dépensèrent, au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, des sommes colossales pour inciter les autorités à faire respecter leurs privilèges et à les étendre. À telle enseigne que, lorsque ces syndicats voulurent s'auto-dissoudre pour éviter la faillite dans les années 1790, le gouvernement s'y opposa farouchement. Dans la vallée de la Wupper, en Rhénanie, le gouvernement prussien concéda à la *Wuppertaler Garnnahrung* et à la guilde des tisseurs ruraux, des privilèges de monopole qu'il fit appliquer strictement et il n'abandonna son soutien à cette forme de corporatisme que dans les années 1780 (72). Dans l'industrie linière de Westphalie, les *Leggen* et syndicats de marchands dépendaient également de l'État pour faire respecter leurs privilèges, en particulier vis-à-vis du monopole sur les ventes. En Westphalie, où ces privilèges continuèrent à avoir force de loi, ils perdurèrent effectivement jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle ; en Saxe, par contre, où les autorités essayèrent de les amoindrir, le développement d'une contrebande d'origine rurale fournit aux industriels plus de flexibilité, ce qui devait déboucher sur une première vague d'industrialisation dans les années 1780.

Dans la plupart des territoires du Reich, l'État n'était pas assez puissant pour se passer du soutien des pouvoirs traditionnels (seigneurs féodaux, municipalités, corporations et associations de marchands) au moins jusque dans les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle. En Saxe par exemple, ce fut la montée en puissance de l'État central qui lui permit peu à peu de dispenser son soutien aux privilèges des villes et des corporations. Dans le Vogtland, ce ne fut pas avant 1817 que le gouvernement commença à supprimer les prohibitions, le monopole et autres restrictions de toute sorte qui restreignaient la concurrence et empêchaient la mécanisation de l'industrie cotonnière. En Saxe, en général, ce n'est qu'à partir de 1840 qu'il devint politiquement possible de neutraliser les corporations (73). En Westphalie, dans le comté de Ravensberg, ce furent les réformes introduites par le gouvernement prussien qui rendirent possible l'industrialisation de la filature et du tissage du lin dans les années 1850. Des

---

72 Cf. TROELTSCH (1897), p. 327 ; MEDICK (1983), p. 306-308 ; FLIK (1990), p. 99-101, 105-107 ; OGLVIE (1997) et KISCH (1972), p. 307-8, 316, 323, 345, 355, 372 et 386.

73 WOLFF (1979), p. 39-41, et TIPTON (1976), p. 30 et suiv.

États moins puissants, tels que, avec des modalités différentes, la principauté d'Osnabrück ou le duché de Wurtemberg, sont demeurés plus longtemps dépendants des intérêts locaux jusque tard dans le XIX<sup>e</sup> siècle quand les pouvoirs traditionnels commencèrent à s'effriter.

La montée en puissance des États à cette époque a eu comme effet d'augmenter les dépenses publiques et de les transformer en acteurs décisifs de la demande. En théorie, ceci pouvait avoir deux conséquences sur le développement industriel. D'une part, la demande exercée par la dépense publique aurait pu rentabiliser des ressources jusque-là sous-utilisées (sous forme de chômage ou de thésaurisation). Mais cela n'aurait été possible que si les ressources absorbées par l'armée, la construction de fortifications et les cours princières avaient été jusque-là effectivement inemployées. Dans le cas contraire, cela aurait signifié que l'État prélevait pour son propre usage des ressources déjà utilisées dans des activités productives et les secteurs ainsi privés de moyens auraient davantage subi un dommage qu'une simulation<sup>(74)</sup>. Ces deux mécanismes ont dû fonctionner concurremment. La question est de savoir lequel des deux a pris le pas sur l'autre et on ne peut y répondre que par une approche empirique.

Que devrait-on observer dans le cas où la demande croissante de la part des États allemands a mobilisé des ressources inutilisées – au lieu d'en accaparer de disponibles – et par là contribué au développement industriel ? L'essentiel de la dépense publique à cette époque était de nature militaire de sorte qu'on pourrait s'attendre à ce que les États les plus « militarisés » aient eu le réseau industriel le plus actif. C'est naturellement le Brandebourg (devenu Prusse en 1701) qui fournit le modèle de l'État dont la demande aurait pu stimuler le démarrage industriel : ainsi le *Königliches Lagerhaus*, une manufacture de drap établie dès 1713 pour fournir l'armée ; le *Montierungsreglement* de 1714 destiné à encourager la production de laine brute et le tissage de draps de qualité exclusivement réservés à la confection des uniformes de l'armée ainsi que les juteuses manufactures d'armes prussiennes<sup>(75)</sup>. Néanmoins, comme on l'a vu, le Brandebourg-Prusse dont la supériorité militaire à cette époque est indiscutée, était un des États les moins industrialisés d'Allemagne. De sorte

---

74 Pour un examen récent du rôle de la demande dans la croissance industrielle en Europe, cf. de VRIES (1993), p. 85-89. Sur le rôle de la demande publique dans l'amplification ou la réduction des crises économiques, cf. STEENGAARD (1978), p. 36-42. Werner SOMBART (1913) et Fernand BRAUDEL (1959) (*La Méditerranée à l'époque de Philippe II*, vol. I, Paris, p. 409-10) ont soutenu l'idée du rôle positif des dépenses militaires pour le développement de l'industrie.

75 Cf. Werner SOMBART, *Krieg und Kapitalismus*, München/Leipzig, 1913 ; également OESTREICH (1977), p. 63 et suiv., p. 85 et suiv. Pour une discussion des conceptions de Sombart sur le rôle de stimulus joué par la guerre sur la demande industrielle, cf. J. M. WINTER (éd.), *War and Economic Development. Essays in Memory of David Joslin*, Cambridge, 1975, p. 1-10.

que, ou bien le budget militaire a provoqué des effets d'éviction vis-à-vis des autres secteurs dont il a confisqué les ressources à son profit, ou bien l'effet de levier des dépenses militaires n'a pas été assez puissant et n'a pu stimuler que quelques industries produisant directement pour l'armée.

Il reste enfin une dernière possibilité : la dépense publique des grands États (comme la Prusse), de leur armée et de la cour du prince, a pu favoriser la production industrielle dans d'autres territoires. On peut en douter au vu de la distribution sectorielle du développement de l'industrie en Allemagne. Si la demande de la part des armées avait joué un rôle moteur, on devrait observer une forte croissance dans la métallurgie, l'armement et la fabrication des draps de laine pour l'armée. Pour Kaufhold, un seul centre industriel sur 39 en Allemagne dépendait de la fabrication d'armes. La métallurgie était une activité minoritaire et les régions qui s'en firent une spécialité avec le plus de succès – la Rhénanie par exemple – développèrent essentiellement la production d'outils et d'articles de ménage. Les draps de laine adaptés à la confection d'uniformes n'étaient fabriqués que dans trois centres industriels d'Allemagne et même là il s'agissait d'un type de fabrication parmi d'autres. On observe le même phénomène en ce qui concerne la demande émanant des cours princières. Si celle-ci avait constitué un marché de prédilection pour les premières entreprises industrielles, on devrait observer un développement spectaculaire de l'industrie des tissus de luxe et de l'ameublement. Or peu de centres industriels se sont spécialisés dans ces productions. Tout au contraire, la plus forte croissance observée à cette époque s'est déployée dans le domaine des textiles légers et à bon marché et dans toute une panoplie de « gadgets » : bas, gants, couvre-chefs, dentelle, cordons, galons, passementerie, broderie, chapeaux de paille, jouets, ardoises, aiguilles à coudre, fil métallique, brosse, vaisselle, coutellerie et petite quincaillerie, pour satisfaire une demande venue non de la cour et de l'armée, mais d'un marché de consommation de masse.

Si la demande a pu jouer un rôle autonome dans les débuts de l'industrialisation allemande, cela est venu non pas des États mais de la diffusion d'un mode de consommation de masse à l'intérieur ou au-delà de leurs frontières. On sait qu'à partir du milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, les Européens « ordinaires » se sont mis à acquérir des biens fournis par le marché. Ce phénomène est particulièrement perceptible en Angleterre et aux Pays-Bas mais il est aussi perceptible en Allemagne où il s'est vraiment mis en route au cours du xviii<sup>e</sup> siècle. On dispose aussi d'indices qui signalent que de plus en plus d'Allemands produisaient pour le marché, même si, dans le même temps, à l'est de l'Elbe, une grande partie de la production agricole et industrielle continuait d'être consommée dans le cadre des ménages, du voisinage et de l'économie féodale sans faire l'objet de transactions passant par le marché. Quand c'était le cas, les nombreuses barrières aux échanges renchérisaient le prix de ces articles qui devenaient ainsi inaccessibles à la plupart des consommateurs



ordinaires <sup>(76)</sup>. Néanmoins le lien causal entre la croissance de la consommation marchande et celle de la production marchande demeure encore mal connu. La production a-t-elle progressé à cause de la hausse de la demande (signalée par un changement de mode) ou bien la consommation a-t-elle augmenté parce que producteurs et marchands ont été en mesure de fournir à meilleur marché aux acheteurs ordinaires, des biens à forte élasticité de la demande (signe de progrès technique et d'évolution favorable des prix relatifs) <sup>(77)</sup> ?

Il n'en demeure pas moins que dans la mesure où les sollicitations de la demande ont joué un rôle sur la croissance, celles-ci sont davantage venues des consommateurs ordinaires, en particulier des classes moyennes et populaires. Les indices disponibles ne suggèrent qu'un rôle périphérique joué par les États, que ce soit par le biais des dépenses militaires ou somptuaires. À l'inverse, la dépense publique, alimentée par l'augmentation continue des impôts, a contraint le revenu disponible des consommateurs ordinaires et ainsi limité leur pouvoir de solliciter le marché des produits manufacturés.

L'État en Allemagne a donc affecté le développement de l'industrie de façon multiforme. Son volontarisme en faveur de certaines entreprises industrielles, outre qu'il n'a pas souvent porté des fruits, a probablement représenté l'aspect le plus superficiel. Les finances des États ont connu une escalade spectaculaire durant cette période mais elles n'ont sollicité que dans quelques cas isolés la production industrielle qui a été portée en fait par la demande venue des marchés. Avant 1800, les États allemands étaient perpétuellement en guerre les uns avec les autres, tout occupés à confisquer ou à restituer des annexions de territoire et à faire respecter leurs frontières – notamment commerciales –, et toute cette activité a défini cumulativement le cadre géographique du marché des produits industriels. Mais c'est le maintien et la revivification des pouvoirs traditionnels qui a constitué le canal principal par lequel les États de l'Allemagne moderne ont affecté le développement industriel à grande échelle. Quand ces

---

76 Sur la demande croissante des consommateurs à l'époque moderne, cf. de VRIES (1993) et les autres contributions dans BREWER et PORTER (1993). Les études sur la consommation dans l'Europe germanophone sont encore rares ; deux exceptions : SANDGRUBER (1982) et MOHRMANN (1990). Le développement d'un marché de consommation dans un village du Wurtemberg après 1750 est décrit dans SABEAN (1990).

77. Dans la plus importante contribution à ce débat, Jan de Vries a soutenu que la demande de biens marchands a amené les ménages, dans de nombreuses régions d'Europe, à partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, à sacrifier du temps de loisir pour se consacrer à des activités lucratives, la demande des consommateurs parvenant ainsi à attirer dans la sphère marchande du temps de travail jusque-là inutilisé (cf. de VRIES, 1993, p. 107-121, et de VRIES, 1994, p. 249-271). Néanmoins, même si de Vries parvient à démontrer avec brio le mécanisme par lequel l'augmentation de la demande a attiré des ressources jusque-là sous-utilisées dans l'orbite de la production, il ne résout pas le problème des causes de cette augmentation de la demande ; il mentionne simplement le fait que celle-ci aurait pu venir soit d'une évolution des goûts, soit de celle des prix relatifs, c'est-à-dire d'une quantité croissante de biens marchands bon marché, attrayants et directement accessibles (*ibid.*, p. 257).

pouvoirs ont fini par décliner à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce fut par contrecoup de l'extension des pouvoirs de l'État, non par celle des mécanismes de marché. Dans la plupart des cas, les industriels ont ainsi substitué aux exonérations et droits de monopole ainsi qu'à la régulation des instances sociales traditionnelles dont ils jouissaient antérieurement, un ensemble de contraintes institutionnelles non marchandes définies par l'État. Ainsi la minutieuse réglementation exhaustive de l'industrie par l'État est-elle demeurée un des caractères distinctifs de la version allemande de l'industrialisation au XIX<sup>e</sup> siècle (78).

### Conclusion

Les origines du processus d'industrialisation en Allemagne – comme ailleurs en Europe – sont à rechercher, non dans l'adoption de la mécanisation ou du système usinier lors de la révolution industrielle, mais dans la multiplication, au cours du Moyen-âge et surtout à partir de 1500, d'artisans travaillant à façon dans les campagnes. On pourrait même aller jusqu'à affirmer que les racines de l'industrie remontent à la prolifération d'exploitations agricoles capables de commercialiser des surplus et à l'esprit d'entreprise de marchands-fabricants – petits ou grands – qui créèrent des marchés de consommation pour tout un tas de produits alimentaires ou manufacturés issus de régions qui s'en étaient fait une spécialité. Ce processus de spécialisation régionale se poursuit et même s'accéléra à partir du XVI<sup>e</sup> siècle à travers toute l'Europe, y compris en Allemagne. Pourtant, alors qu'au XVI<sup>e</sup> siècle, les industries de l'Allemagne étaient florissantes, elles souffraient d'arriération technique et de manque de compétitivité à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle. Certains historiens ont mis ce phénomène sur le compte de facteurs exogènes tels que la Guerre de Trente ans, la concurrence écrasante des autres pays ou la géographie des ressources naturelles. Mais la variété des réponses apportées à ce défi à travers l'espace allemand suggère que des facteurs internes ont sans doute joué un rôle plus important.

On observe que le développement de l'industrie s'est fait de façon très inégale en Allemagne à l'époque moderne. Certaines régions ont ainsi connu une concentration élevée des activités industrielles, comme la Saxe ou la Thuringe, ou le Sud-Ouest, la Westphalie et la Basse-Saxe ; d'autres témoignent d'une quasi-absence de l'industrie dans la grande plaine du Nord en général – en Prusse proprement dite, au Mecklembourg – comme d'ailleurs en Bavière. La question qui se pose est donc : pourquoi ce dualisme ?

La clé nous est fournie par le rôle joué par certaines institutions dans l'ordre politique et social. À cause de la fragmentation territoriale extrême en Allemagne, celles-ci variaient naturellement d'un *Land* à l'autre, mais en règle générale, les institutions traditionnelles – le système féodal, les institutions coutumières, les prérogatives des municipalités et des corporations de métier ou

---

78 Cf. LEE (1988) ; TIPTON (1981), p. 139-150, et FISCHER (1963).

de marchands – ont survécu en Allemagne bien après qu'elles se sont fortement érodées ailleurs en Europe occidentale. Ce phénomène s'explique par un « effet de serre » qui a favorisé leur survie – artificielle – dans un contexte spécial provoqué par les conflits incessants des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles qui ont amené les princes à concéder à des groupes d'intérêts institutionnels des privilèges étendus en échange de leur soutien politique et fiscal. Un grand nombre d'études ont montré que, jusqu'au *Reichsdeputationshauptschluß* (1803), ces institutions traditionnelles ont, presque partout, affecté profondément la structure des coûts et la capacité d'adaptation de l'industrie. Même dans les régions les plus avancées, comme en Saxe et en Rhénanie, ces institutions traditionnelles ne se sont délitées qu'à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, mais, même dans ces cas-là, elles ne furent pas remplacées par des marchés libres mais par des marchés réglementés par l'État. Ailleurs, ces institutions ont survécu jusqu'au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, retardant d'autant la mise en route de l'industrialisation, comme en Westphalie avant 1850, ou en Silésie et dans le Wurtemberg avant 1870. En Bavière et en Prusse, ces mêmes institutions qui avaient empêché la diffusion d'industries au cours des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles contribuèrent derechef à retarder l'introduction du système usinier jusqu'à la fin du xix<sup>e</sup> siècle. C'est ainsi que les caractères originaux qui ont affecté l'industrie durant la période moderne – retard relatif, variabilité régionale et réglementation corporative et étatique étendue – se sont retrouvés, souvent sous une forme plus intense, au cours du processus de l'industrialisation proprement dite de l'Allemagne au cours du xix<sup>e</sup> siècle (79).

*Traduit par Jean-Pierre Dormois*

## Références bibliographiques

- AUBIN G. et A. KUNZE, *Leinenerzeugung und Leinenabsatz im östlichen Mitteldeutschland zur Zeit der Zunftkämpfe. Ein Beitrag zur industriellen Kolonisation des deutschen Ostens*, Stuttgart, 1940.
- AUBIN H., «Die Anfänge der großen schlesischen Leinenweberei und -handlung», *Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, vol. 35 (1942), p. 103-78.
- BARKHAUSEN E., *Die Tuchindustrie in Montjoie, ihr Aufstieg und Niedergang*, Aix-la-Chapelle, 1925.
- BAUM Johann Peter, «Die wirtschaftliche Entwicklung des Obereichsfeldes in der Neuzeit, mit besonderer Berücksichtigung der Hausindustrie», Phil. Dissertation, Universität Berlin, 1903.
- BRAKENSIEK Stefan, *Agrarreform und ländliche Gesellschaft. Die Privatisierung der Marken in Nordwestdeutschland, 1750-1850*, Paderborn, 1991.
- BRAKENSIEK Stefan, «Agrarian Individualism in North-Western Germany, 1770-1870», *German History*, vol. 12 (1994), p. 137-179.

---

79 Tipton souligne, dans *Regional variations*, le creusement, en Allemagne, des disparités régionales lors de l'industrialisation au xix<sup>e</sup> siècle.

- BRÜCKNER Clemens, *Zur Wirtschaftsgeschichte des Regierungsbezirks Aachen*, Cologne, 1976.
- CARSTEN F. L., « Was There an Economic Decline in Germany before the Thirty Years War ? », *English Historical Review*, vol. 71 (1956), p. 240-247.
- CERMAN M., « Proto-Industrialization in an Urban Environment : Vienna, 1750-1857 », *Continuity and Change*, vol. 8:2 (1993), p. 281-320.
- EBERHARDT Hans, *Goethes Umwelt. Forschungen zur gesellschaftlichen Struktur Thüringens*, Weimar, 1951.
- ENGELS W. et P. LEGER, *Aus der Geschichte der Remscheider und Bergischen Werkzeug- und Eisenindustrie*, Remscheid, 1928.
- EPSTEIN Stephan R. « Craft Guilds, Apprenticeship, and Technological Change in Preindustrial Europe », *Journal of Economic History*, vol. 58 (1998), p. 684-713.
- FISCHER Wolfram *et al.* (éd.), *Handbuch der europäischen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, 4 vols., Stuttgart, 1993.
- FISCHER Wolfram, *Der Staat und die Anfänge der Industrialisierung in Baden 1800 bis 1850*, vol. I: *Staatliche Gewerbepolitik*, Berlin, 1962.
- FISCHER Wolfram, « Government Activity and Industrialization in Germany 1815-70 », in: Walt W. ROSTOW (éd.), *The Economics of Take-off into Sustained Growth*, Londres, Bowes & Bowes, 1963.
- FLIK R., *Die Textilindustrie in Calw und in Heidenheim 1705-1870. Eine regional vergleichende Untersuchung zur Geschichte der Frühindustrialisierung und Industriepolitik in Württemberg*, Stuttgart, 1990.
- FLÜGEL A., *Kaufleute und Manufakturen in Bielefeld: Sozialer Wandel und wirtschaftliche Entwicklung im proto-industriellen Leinengewerbe von 1680 bis 1850*, Bielefeld, 1993.
- GAGLIARDO John G., *Germany under the Old Regime, 1600-1790*, Londres, 1991.
- GOTHEIN Eberhard, *Wirtschaftsgeschichte des Schwarzwaldes und der angrenzenden Landschaften*, vol. I: *Städte- und Gewerbegeschichte*, Strasbourg, 1892.
- GRÖLLICH E., *Die Baumwollweberei der sächsischen Oberlausitz und ihre Entwicklung zum Großbetrieb*, Leipzig, 1911.
- GRUBE Walter, *Vogteien, Ämter, Landkreise in der Geschichte Südwestdeutschlands*, 2<sup>e</sup> éd., Stuttgart, 1960.
- HEITZ Gerhard, *Ländliche Leinenproduktion in Sachsen (1470-1555)*, Berlin, 1961.
- HENNING F.-W., *Handbuch der Wirtschafts- und Sozialgeschichte Deutschlands*, vol. I: *Deutsche Wirtschafts- und Sozialgeschichte im Mittelalter und in der frühen Neuzeit*, Paderborn, 1991.
- KAMEN Henry, « The Economic and Social Consequences of the Thirty Years War », *Journal of Modern History*, vol. 29 (1968), p. 44-61.
- KAUFHOLD Karl Heinrich, « Gewerbelandschaften in der frühen Neuzeit (1650-1800) », in: Hans POHL (éd.), *Gewerbe- und Industrielandschaften vom Spätmittelalter bis ins 20. Jahrhundert*, Stuttgart, 1986.
- KELLENBENZ Hermann, « Le déclin de Venise et les relations économiques de Venise avec les marchés au nord des Alpes », in: F. BRAUDEL *et al.*, *Aspetti e Cause della Decadenza economica veneziana nel secolo XVII*, Venise, 1961.
- KERMANN Joachim, *Die Manufakturen im Rheinland 1750-1833*, Bonn, 1972.
- KISCH Herbert, « The Textile Industries of Silesia and the Rhineland: A Comparative Study of Industrialization », in: KRIEDTE, MEDICK et SCHLUMBOHM, *Industrialisierung vor der Industrialisierung*, p. 178-200.

- KISCH Herbert, «From Monopoly to Laissez-faire: The Early Growth of the Wupper Valley Textile Trades», *Journal of European Economic History*, vol. 1 (1972), p. 298-407.
- KISCH Herbert, *Die Hausindustriellen Textilgewerbe am Niederrhein vor der Industriellen Revolution. Von der ursprünglichen zur kapitalistischen Akkumulation*, Göttingen, 1981.
- KISCH Herbert, «Prussian Mercantilism and the Rise of the Krefeld Silk Industry: Variations upon an Eighteenth-century Theme», *Transactions of the American Philosophical Society*, NS vol. 58 (1968), part. 7, p. 1-50.
- KÖNIG Albin, *Die sächsische Baumwollindustrie am Ende des vorigen Jahrhunderts und während der Kontinentalsperre*, Leipzig, 1899.
- KRIEDTE Peter, *Peasants, Landlords and Merchant Capitalists: Europe and the World Economy, 1500-1800*, Leamington Spa, 1983.
- KRIEDTE Peter, «Proto-Industrialisierung und großes Kapital. Das Seidengewerbe in Krefeld und seinem Umland bis zum Ende des Ancien Regime», *Archiv für Sozialgeschichte*, vol. 23 (1983), p. 219-266.
- KRIEDTE Peter, «Demographic and Economic Rhythms: the Rise of the Silk Industry in Krefeld», *Journal of European Economic History*, vol. 15 (1986), p. 259-289.
- KRIEDTE Peter, Hans MEDICK, Jürgen SCHLUMBOHM, *Industrialisierung vor der Industrialisierung. Gewerbliche Warenproduktion auf dem Land in der Formationsperiode des Kapitalismus*, Göttingen, 1977.
- KÜHNERT Herbert, *Urkundenbuch zur thüringischen Glashüttengeschichte und Aufsätze zur thüringischen Glashüttengeschichte*, Wiesbaden, 1973.
- KUNZE A., «Der Weg zur kapitalistischen Produktionsweise in der Oberlausitzer Leinweberei im ausgehenden 17. und zu Beginn des 18. Jahrhunderts», in: E. WINTER (éd.), *E. W. von Tschirnhaus und die Frühaufklärung in Mittel- und Osteuropa*, Berlin, 1960.
- LEE W. R., «Economic Development and the State in Nineteenth-Century Germany», *Economic History Review*, vol. 41 (1988), p. 346-367.
- LEWALD U., «Die Entwicklung der ländlichen Textilindustrie im Rheinland und in Schlesien», *Zeitschrift für Ostforschung*, vol. 10 (1961), p. 601-631.
- LOHSE Hans, *Schmalkalder Bergbau, Hüttenwesen und Eisenhandwerk*, Schmalkalden, 1955.
- MAGER Wolfgang, «Proto-Industrialization and Proto-Industry: the Uses and Drawbacks of Two Concepts», *Continuity and Change*, vol. 8 (1993), p. 181-216.
- MAGER Wolfgang, «Spence vom frühen 18. Jahrhundert bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts», in: MAGER W. (éd.), *Geschichte der Stadt Spence*, Spence, 1984.
- MAGER Wolfgang, «Die Rolle des Staates bei der gewerblichen Entwicklung Ravensbergs in vorindustrieller Zeit», in: K. DÜWELL et W. KÖLLMANN (éd.), *Rheinland-Westfalen im Industriezeitalter*, vol. I: *Von der Entstehung der Provinzen bis zur Reichsgründung*, Wuppertal, 1983, p. 61-72.
- MAGER Wolfgang, «Protoindustrialisierung und agrarisch-heimgewerbliche Verflechtung in Ravensberg während der Frühen Neuzeit. Studien zu einer Gesellschaftsformation im Übergang», *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 8 (1982), p. 435-474.
- MEDICK Hans, «'Freihandel für die Zunft': ein Kapitel aus der Geschichte der Preiskämpfe im württembergischen Leinengewerbe des 18. Jahrhunderts», in: *Mentalitäten und Lebensverhältnisse. Rudolf Vierhaus zum 60. Geburtstag*, Göttingen, 1982, p. 277-294.

- MEDICK Hans, «Privilegiertes Handelskapital und "kleine Industrie". Produktion und Produktionsverhältnisse im Leinengewerbe des alt-württembergischen Oberamts Urach im 18. Jahrhundert», *Archiv für Sozialgeschichte*, vol. 23 (1983), p. 267-310.
- MEDICK Hans, *Weben und Überleben in Laichingen 1650-1900. Untersuchungen zur Sozial-, Kultur- und Wirtschaftsgeschichte aus der Perspektive einer lokalen Gesellschaft im frühneuzeitlichen Württemberg*, Göttingen, 1996.
- MENDELS Franklin, «Proto-Industrialization: the First Phase of the Industrialization Process», *Journal of Economic History*, vol. 32 (1972), p. 241-261.
- MENDELS Franklin, «Des industries rurales à la proto-industrialisation: Historique d'un changement de perspective», *Annales E.S.C.*, vol. 39 (1984), p. 977-1008.
- MILWARD Alan S. et S. B. SAUL, *The Economic Development of Continental Europe, 1780-1870*, London, 1973.
- MOHRMANN Ruth, *Alltagswelt im Land Braunschweig: Stadt und ländliche Wohnkultur vom 16. bis zum frühen 20. Jahrhundert*, Münster, 1990.
- MOOSER J., «Der Weg vom proto-industriellen zum fabrik-industriellen Gewerbe in Ravensberg, 1830-1914», in: K. DÜWELL et W. KÖLLMANN (éd.), *Rheinland-Westfalen im Industriezeitalter*, vol. I: *Von der Entstehung der Provinzen bis zur Reichsgründung*, Wuppertal, 1983, p. 73-95.
- MOOSER J., *Ländliche Klassengesellschaft 1770-1848. Bauern und Unterschichten, Landwirtschaft und Gewerbe im östlichen Westfalen*, Göttingen, 1984.
- MÜNCH P., «The growth of the modern state», in: S. OGILVIE (éd.), *Germany: a New Social and Economic History*, vol. II: *1630-1800*, Londres, 1996, p. 196-232.
- MYŠKA Milan, «Proto-industrialization in Bohemia, Moravia and Silesia», in: S. OGILVIE et M. CERMAN (éd.), *European Proto-industrialization*, Cambridge, 1996.
- OGILVIE Sheilagh, «Germany and the Seventeenth-Century Crisis», *Historical Journal*, vol. 35 (1992), p. 417-441.
- OGILVIE Sheilagh, 'Proto-industrialization in Europe', *Continuity and Change*, vol. 8 (1993), p. 159-179.
- OGILVIE Sheilagh, «Institutions and Economic Development in Early Modern Central Europe», *Transactions of the Royal Historical Society*, 6<sup>e</sup> série vol. 5 (1995).
- OGILVIE Sheilagh, «Social Institutions and Proto-industrialization», in: S. OGILVIE et M. CERMAN (éd.), *European Proto-Industrialization*, Cambridge, 1996, p. 188-207.
- OGILVIE Sheilagh, «The German State: a Non-Prussian View», in: E. HELLMUTH et J. BREWER (éd.), *Rethinking Leviathan: the Eighteenth-Century State in Britain and Germany*, Oxford, 1999.
- OGILVIE Sheilagh, *State Corporatism and Proto-Industry: the Württemberg Black Forest, 1580-1797*, Cambridge, 1997.
- OGILVIE Sheilagh, *A Bitter Living: Women, Markets, and Social Capital in Early Modern Germany*, Oxford, 2003.
- OGILVIE Sheilagh, «Guilds, Efficiency and Social Capital: Evidence from German Proto-Industry», *Economic History Review*, vol. 57 (2004), p. 286-333.
- OESTREICH Gerhard, *Friedrich Wilhelm I. Preußischer Absolutismus, Merkantilismus, Militarismus*, Göttingen, 1977.
- PATZE Hans et Walter SCHLESINGER (éd.), *Geschichte Thüringens*, Cologne, 1982, 5 vols.
- PONI Carlo, «Proto-industrialization, Rural and Urban», *Review*, vol. 9 (1985), p. 305-314.

- REEKERS Stephanie, «Beiträge zur statistischen Darstellung der gewerblichen Wirtschaft Westfalens um 1800», 3. Teil: «Tecklenburg-Lingen», *Westfälische Forschungen*, vol. 19 (1966), p. 34.
- REININGHAUS Wilfried, *Gewerbe in der frühen Neuzeit*, Munich, 1990.
- ROTSCHKY P., «Die Waffenindustrie in Suhl, ihre Entwicklung und Lage», Jur. Dissertation, Universität Jena, 1933, p. 26-33.
- SABEAN D. W., *Property, Production and Family in Neckarhausen, 1700-1870*, Cambridge, 1990.
- SANDGRUBER Roman, *Die Anfänge der Konsumgesellschaft. Konsumgüterverbrauch, Lebensstandard und Alltagskultur in Österreich im 18. und 19. Jahrhundert*, Vienne, 1982.
- SAX Emanuel, *Die Hausindustrie in Thüringen*, 2. Teil: *Ruhla und das Eisenacher Oberland*, Iéna, 1884.
- SCHLUMBOHM Jürgen, «Agrarische Besitzklassen und gewerbliche Produktionsverhältnisse: Großbauern, Kleinbesitzer und Landlose als Leinenproduzenten im Umland von Osnabrück und Bielefeld während des frühen 19. Jahrhunderts», in: *Mentalitäten und Lebensverhältnisse. Rudolf Vierhaus zum 60. Geburtstag*, Göttingen, 1982, p. 315-334.
- SCHLUMBOHM Jürgen, «Seasonal Fluctuations and Social Division of Labour: Rural Linen Production in the Osnabrück and Bielefeld Regions and the Urban Woollen Industry in the Niederlausitz, ca. 1700 - ca. 1850», in: M. BERG, P. HUDSON et M. SONENSCHER (éd.), *Manufacture in Town and Country before the Factory*, Cambridge, 1983, p. 92-123.
- SCHLUMBOHM Jürgen, «From Peasant Society to Class Society: Some Aspects of Family and Class in a Northwest German Proto-industrial Parish, 17<sup>th</sup>-19<sup>th</sup> Centuries», *Journal of Family History*, vol. 17 (1992), p. 183-99.
- SCHNEIDER Walter, *Die Apoldaer Wirkwarenindustrie bis zum Jahre 1914*, Iéna, 1922.
- SCHÖNE B., «Kultur und Lebensweise Lausitzer und erzgebirgischer Textilproduzenten sowie von Keramikproduzenten im Manufakturkapitalismus und in der Periode der Industriellen Revolution», in: H. ZWAHR (éd.), *Die Konstituierung der deutschen Arbeiterklasse von den dreißiger bis zu den siebziger Jahren des 19. Jahrhunderts*, Berlin, 1981, p. 446-467.
- SCHÖNE B., «Posamentierer – Strumpfwirker – Spitzenklöpplerinnen. Zu Kultur und Lebensweise von Textilproduzenten im Erzgebirge und im Vogtland während der Periode des Übergangs vom Feudalismus zum Kapitalismus (1750-1850)», in: R. WEINHOLD (éd.), *Volksleben zwischen Zunft und Fabrik. Studien zu Kultur und Lebensweise werktätiger Klassen und Schichten während des Übergangs vom Feudalismus zum Kapitalismus*, Berlin (Est), 1982, p. 107-164.
- SCHÖNE B., «Lausitzer Bandweberei vom Zunft Handwerk zur Manufaktur und zur frühen Fabrik», in: *Internationales Handwerks geschichtliches Symposium Veszprém 20-24.11.1978*, Veszprém, 1979, p. 176-81.
- SOMBART Werner, *Luxus und Kapitalismus*, Munich, 1913.
- STIER B. et W. von HIPPEL, «War, Economy, and Society», in: S. OGILVIE (éd.), *Germany: a New Social and Economic History*, Vol. II: *1630-1800*, Londres, 1996, p. 233-262.
- TANNER Albert, «Arbeit, Haushalt und Familie in Appenzell-Außerrhoden. Veränderungen in einem ländlichen Industriegebiet im 18. und 19. Jahrhundert», in: J. EHMER et M. MITTERAUER (éd.), *Familienstruktur und Arbeitsorganisation in ländlichen Gesellschaften*, Vienne, 1986, p. 449-494.

- TILLY Richard H., «Soll und Haben II: Wiederbegegnung mit der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte», in: R. H. TILLY, *Kapital, Staat und sozialer Protest in der deutschen Industrialisierung*, Göttingen, 1980.
- TIPTON Frank B., *Regional Variations in the Economic Development of Germany during the Nineteenth Century*, Middletown, 1976.
- TIPTON Frank B., «Government Policy and Economic Development in Germany and Japan: A Skeptical Reevaluation», *Journal of Economic History*, vol. 41 (1981), p. 139-150.
- THUN Alphons, *Die Industrie am Niederrhein und ihre Arbeiter*, 2. Teil: *Die Industrie des bergischen Landes*, Leipzig, 1879.
- TROELTSCH W., *Die Calwer Zeughandlungskompagnie und ihre Arbeiter. Studien zur Gewerbe- und Sozialgeschichte Altwürttembergs*, Iéna, 1897.
- VANN James Allen, *The Making of a State: Württemberg, 1593-1793*, Ithaca/Londres, 1984.
- VRIES Jan de, *The Economy of Europe in an Age of Crisis, 1600-1750*, Cambridge, 1976.
- VRIES Jan de, «Between Purchasing Power and the World of Goods: Understanding the Household Economy in Early Modern Europe», in: John BREWER et Roy PORTER (éd.), *Consumption and the World of Goods*, Londres/New York, 1993, p. 85-132.
- VRIES Jan de, «The Industrial Revolution and the Industrious Revolution», *Journal of Economic History*, vol. 54 (1994), p. 249-271.
- WALKER Mark, *German Home Towns: Community, State, and General Estate 1648-1871*, Ithaca/Londres, 1971.
- WINTER Jay M., «The Economic and Social History of War», in: Jay M. WINTER (éd.), *War and Economic Development. Essays in Memory of D. Joslin*, Cambridge, 1975.
- WOLFF K. H., «Guildmaster into Millhand: The Industrialization of Linen and Cotton in Germany to 1850», *Textile History*, vol. 10 (1979), p. 7-74.
- ZIMMERMANN Alfred, *Blüthe und Verfall des Leinengewerbes in Schlesien*, Breslau, 1885.

## Résumé

*Le retard avec lequel le processus d'industrialisation s'est enclenché en Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle est souvent mis sur le compte de facteurs « exogènes ». Or, on découvre que, si ce fut effectivement le cas pour la diffusion de l'industrie « manufacturière » (le système « usinier »), en remontant dans le temps jusqu'à la fin du Moyen-âge, l'espace allemand n'accusait aucun retard vis-à-vis du reste de l'Europe occidentale quant à la production de biens industriels. La question revient donc au problème des transitions manquées entre XVI<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle. Le type d'obstacles que la société allemande a opposé à l'émergence d'organisations plus propres à satisfaire la demande de biens manufacturés (comme le textile) peut se résumer en une formule : l'institutionnalisation d'un corporatisme qui a bloqué l'évolution du système de production industrielle. Les contraintes politiques de la période ont en effet joué dans le sens de l'inertie institutionnelle où des groupes d'intérêts (princes, municipalités, corporations) trouvaient leur compte mais où l'ensemble de la population a pâti des barrières mises à l'innovation entrepreneuriale perceptible dans d'autres régions d'Europe.*



Copyright of *Revue d'Allemagne et des Pays de Langue Allemande* is the property of *Societe d'Etudes Allemandes* and its content may not be copied or emailed to multiple sites or posted to a listserv without the copyright holder's express written permission. However, users may print, download, or email articles for individual use.